

# La crise malgache ne sera pas résolue de l'extérieur

Slateafrique - Philippe Randrianarimanana – 21/05/11

**La communauté internationale renvoie les différents protagonistes de la crise politique à Madagascar autour d'une table. Un projet défendu par la société civile mais refusé par Andry Rajoelina.**

Réunis à Windhoek en Namibie le 20 mai 2011, les chefs d'Etat de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) n'ont pas reconnu le régime de la Haute autorité de la transition (HAT) à Madagascar, pays qui avait été exclu de l'organisation après la prise du pouvoir d'Andry Rajoelina en mars 2009, grâce au soutien de l'armée. Cette décision pèse lourd car elle fait autorité auprès de la communauté internationale qui a délégué à la SADC une mission de médiation dans la crise malgache.

Loin de valider la feuille de route Leonardo Simao, le médiateur mozambicain qu'elle avait dépêché sur la Grande Île, la SADC a «réitéré la nécessité d'un processus politique ouvert à tous pour trouver une solution définitive aux défis que rencontre le pays». Elle a invité à l'organisation d'une réunion à son siège à Gaborone au Botswana, avec toutes les parties malgaches.

C'est un revers diplomatique de plus pour le camp d'Andry Rajoelina, qui avait réalisé une intense tournée de lobbying en Afrique et Europe en vue de la réunion de Windhoek. Un lobbying diplomatique inefficace

La HAT a tout misé sur la feuille de route de Simao, qui accorde à Andry Rajoelina la direction de la Transition et ensuite la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle. Une perspective qui a été naturellement rejetée par l'opposition regroupant les mouvances politiques des trois anciens présidents malgaches. Pour le président déchu Marc Ravalomanana, exilé en Afrique du Sud, la feuille de route Simao lui interdit de se présenter à la prochaine élection présidentielle.

La HAT clame que son Premier ministre est «de consensus» et le gouvernement «d'union nationale». Mais pour la communauté internationale, la voie suivie par Andry Rajoelina demeure fondamentalement unilatérale. Tel est le sens de la décision de la SADC.

«La feuille de route de la SADC (et non de Leonardo Simao) a bel et bien été acceptée par le sommet extraordinaire de la SADC», assène néanmoins Madagate. Ce site totalement acquis à la cause du pouvoir en place voit dans la convocation d'une dernière réunion au Botswana une «ultime chance pour les politiciens des trois mouvances de participer à la transition dirigée par Andry Rajoelina».

En fait, «la dernière rencontre à Gaborone pourrait être considérée comme une victoire, même relative, des mouvances des trois anciens Présidents qui avaient insisté sur un tel rendez-vous», commente objectivement L'Express de Madagascar.

Mais la reconnaissance internationale tant recherchée par la HAT n'est pas un gage de stabilité selon André Rasolo, professeur de sociologie politique à l'Université d'Antananarivo:

«L'essentiel est la démarche entre Malgaches, puis le reste suivra. Si un schéma est imposé de l'extérieur, sans consensus entre les acteurs malgaches, cela ne marchera pas.»

La médiation de la société civile malgache

Cette voie «malgacho-malgache» est incarnée par la société civile à Madagascar.

Depuis le début de la crise, elle est impliquée dans un processus de médiation nationale et s'est regroupée au sein d'une entité créée spécialement à cet effet: la Coordination nationale des organisations de la société civile de Madagascar (Cnosc). Reconnue par l'ensemble des partis malgaches et soutenue par la SADC, sa mission est d'œuvrer à un dialogue politique consensuel et inclusif, la pierre angulaire de la sortie de crise.

Dans ses deux derniers rapports, elle a brossé une analyse fine sur «le contexte et les perspectives de sortie de crise» ainsi que sur son «travail de médiation nationale» qu'elle poursuit sans relâche.

La Cnosc prône un retour aux négociations entre tous les protagonistes. Autour d'une table, et non pas à travers des consultations isolées de chacun des protagonistes. C'est d'ailleurs l'un des reproches majeurs de la Cnosc au médiateur Simao qui «s'est fait complètement manipuler par des forces politiques qu'il est censé réconcilier et réguler».

La présidente de la Cnosc, Lalao Randriamampionona, déplore l'attitude du médiateur international missionné par la SADC: «Simao veut mettre la Cnosc à l'extérieur du processus alors qu'elle en fait partie. Il n'a pas respecté l'accord conclu avec la SADC qui stipule que la médiation nationale doit prendre les choses en main. De plus, en disant que tous les partis politiques ont été consultés, il ne respecte pas les normes fixées d'un dialogue consensuel et inclusif.»

Au final, «loin d'être un facteur d'apaisement et de remise au pas ordonnée de la situation politique», sa feuille de route «est génératrice d'ambiguïtés, de subterfuges, de reculades et de fausses bonnes nouvelles solutions», stipule le rapport de la Cnosc, dont un exemplaire a été remis à la présidence de la SADC avant la réunion de Windhoek.

Mettre fin aux crises politiques à répétition

Outre sa persévérance, la force de la démarche de la Cnosc réside dans son souci de trouver une issue globale pour faire sortir la Grande Ile des crises d'alternance politique qui jalonnent l'histoire de Madagascar depuis son indépendance recouvrée.

Elle veut «contribuer à la refondation de la République dont le processus de mise en place sera principalement marqué par l'organisation et la tenue d'élections transparentes et crédibles à tous les niveaux, ayant rempli toutes les conditions de réussite et les normes internationales requises».

Organiser les élections, tel est le credo d'Andry Rajoelina qui veut forcer leur tenue dans les plus brefs délais, tout au moins avant la fin de l'année et l'entrée dans la saison des pluies. Mais étant donné l'ampleur de la tâche pour refonder les listes électorales, ce projet relève de la précipitation de l'avis de nombreux observateurs.

Peu importe, le parti Tanora malaGasy Vonona (TGV, Les jeunes Malgaches décidés) reste fidèle à son image de fonceur, d'homme pressé. Pour lui, reprendre le dialogue politique avec l'opposition est une perte de temps. Mais d'après la présidente de la Cnosc, le TGV, le parti d'Andry Rajoelina, est le seul, avec son allié l'Union des démocrates et républicains (UDR), à refuser de retourner à la table des négociations.

«Avant les élections, il faut d'abord un gouvernement d'union nationale. Leur préparation nécessite au minimum dix mois», insiste Lalao Randriamampionona. La société civile malgache est consciente des souffrances des populations locales à travers l'île, dont elle est d'ailleurs l'interlocuteur privilégié, mais, pour la Cnosc, cela est impératif si l'on veut «éviter la contestation des résultats et la répétition des crises cycliques à Madagascar».

Source : <http://www.slateafrique.com/2199/crise-malgache-ne-sera-pas-resolue-de-l-exterieur>